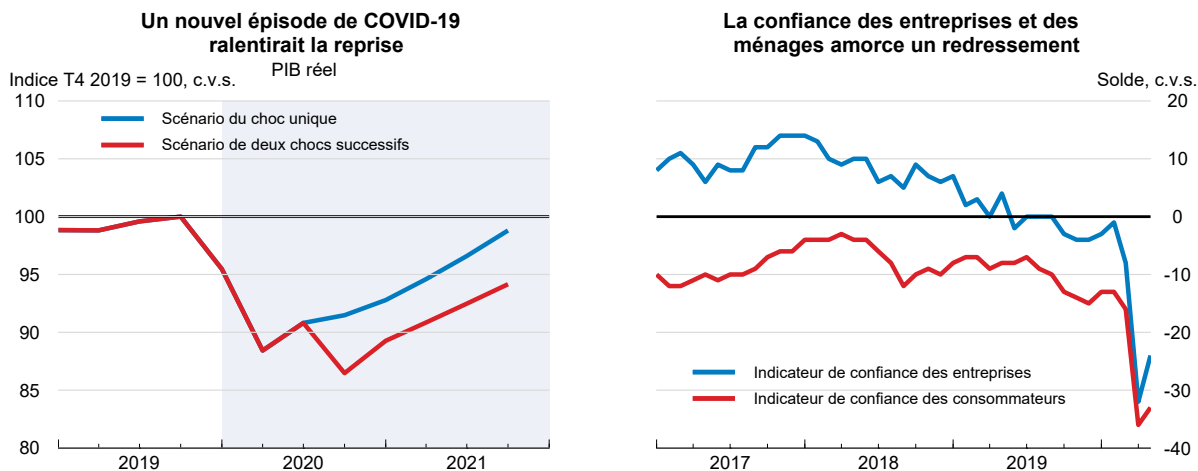


Slovénie

Les mesures d'endiguement prises pour empêcher la propagation du virus COVID-19 se sont traduites par un choc sur l'économie intérieure, avec des pans entiers du secteur des services fermés tandis que le choc négatif frappant la demande extérieure réduisait la production dans le secteur manufacturier, fortement intégré aux chaînes d'approvisionnement internationales. Dans l'hypothèse d'une nouvelle vague de propagation du virus au fil de l'année (scénario de deux chocs successifs), un deuxième épisode de confinement de l'activité aurait un impact négatif durable sur les entreprises, se traduisant par des taux de sous-utilisation relativement importants des capacités à la fin de la période considérée. Conformément au scénario du choc unique, le choc initial serait suivi d'un rebond de l'activité économique, aboutissant à une reprise soutenue faisant baisser rapidement le chômage.

La stratégie d'endiguement a permis de limiter les effets négatifs de la situation sanitaire. Pour éviter une recrudescence du chômage de longue durée, il faudrait que les politiques actives du marché du travail ciblent leur soutien sur les demandeurs d'emploi à faible employabilité. Il conviendrait par ailleurs d'aller à l'encontre d'une nouvelle augmentation du nombre, relativement élevé, d'entreprises publiques en s'intéressant moins aux considérations stratégiques qu'à la viabilité économique des entreprises. Si un second choc devait se produire, il faudrait être plus sélectif dans l'élaboration des mesures de secours et de soutien à l'économie pour permettre à plus d'entreprises de rester ouvertes, et cette approche devrait aller de pair avec la protection des populations vulnérables.

Slovénie



Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; et base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139898>

Slovénie : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Slovénie: scénario de deux chocs successifs	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	40.4	4.8	4.1	2.4	-9.1	1.5
Consommation privée	21.8	2.0	2.8	2.7	-12.4	1.8
Consommation publique	7.7	0.3	3.2	1.6	7.8	0.4
Formation brute de capital fixe	7.0	10.4	9.1	3.2	-14.5	1.5
Demande intérieure finale	36.5	3.2	4.2	2.6	-8.7	1.4
Variation des stocks ¹	0.4	0.7	0.2	-0.4	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	36.9	4.2	4.7	2.2	-7.9	1.4
Exportations de biens et services	31.5	10.5	6.1	4.4	-16.0	-2.3
Importations de biens et services	28.0	10.1	6.6	4.2	-16.4	-3.0
Exportations nettes ¹	3.5	1.2	0.2	0.5	-1.2	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.6	2.2	2.4	0.7	1.8
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	1.6	1.9	1.7	1.0	1.7
IPCH sous-jacent ²	—	0.7	1.0	1.9	1.4	1.7
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.6	5.1	4.4	6.9	8.1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.0	0.7	0.5	-8.8	-8.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	89.4	84.1	86.6	100.2	108.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	74.1	70.4	66.1	79.7	87.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	6.3	6.1	6.6	6.1	6.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138663>

La pandémie de COVID-19 a été bien contenue au cours de ces premiers mois

La pandémie de COVID-19 ne s'est guère propagée en Slovénie, où les cas de contamination et les décès sont relativement peu nombreux comparativement à d'autres pays. Le premier cas a été déclaré au début du mois de mars et le confinement a été décrété au milieu du même mois. La pandémie s'est concentrée essentiellement dans la capitale et dans l'est du pays. Le nombre de personnes contaminées et de décès s'est stabilisé depuis le début du mois de mai. Le système de santé slovène rivalise avec les systèmes de pays comparables sur le plan de l'efficacité. Il n'en demeure pas moins que des problèmes d'ordre structurel (parmi lesquels la prévalence des polycliniques de taille modeste) suscitent des interrogations quant aux inefficiences en matière de budget, de qualité et de sécurité. La faiblesse du nombre et les inégalités de répartition des médecins généralistes concourent à ce qu'un grand nombre de patients soient adressés aux spécialistes et aux services d'urgence, où la densité de lits de soins intensifs, rapportée au nombre d'habitants, est relativement faible. Cette situation pourrait entraîner des problèmes de capacités si la pandémie devait revenir sous une forme plus virulente.

Slovénie : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Slovénie: scénario du choc unique	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	40.4	4.8	4.1	2.4	-7.8	4.5
Consommation privée	21.8	2.0	2.8	2.7	-11.3	4.1
Consommation publique	7.7	0.3	3.2	1.6	7.8	0.4
Formation brute de capital fixe	7.0	10.4	9.1	3.2	-12.2	7.6
Demande intérieure finale	36.5	3.2	4.2	2.6	-7.5	3.9
Variation des stocks ¹	0.4	0.7	0.2	-0.4	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	36.9	4.2	4.7	2.2	-6.7	3.9
Exportations de biens et services	31.5	10.5	6.1	4.4	-14.4	0.7
Importations de biens et services	28.0	10.1	6.6	4.2	-14.9	-0.6
Exportations nettes ¹	3.5	1.2	0.2	0.5	-1.0	0.9
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.6	2.2	2.4	0.7	1.9
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	1.6	1.9	1.7	1.0	2.0
IPCH sous-jacent ²	—	0.7	1.0	1.9	1.4	2.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.6	5.1	4.4	6.4	5.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.0	0.7	0.5	-8.0	-5.7
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	89.4	84.1	86.6	99.0	103.5
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	74.1	70.4	66.1	78.4	82.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	6.3	6.1	6.6	6.3	6.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138682>

Pour limiter la propagation du virus, le gouvernement a imposé des restrictions de circulation des personnes, autorisées à se déplacer dans le périmètre de leur commune de résidence, mis en place un dépistage par la prise de température dans les aéroports et aux postes-frontière avec l'Italie, et fermé les établissements scolaires et les commerces non alimentaires. Les mesures prises au titre de l'urgence sanitaire prévoyaient le déploiement d'un hôpital militaire de campagne, des restrictions de déplacement applicables aux personnels de santé et la fixation de prix plafonds pour les équipements de protection et autre matériel médical. Les mesures de fermeture ont été levées progressivement à partir de la mi-mai.

L'activité économique a fortement ralenti

La pandémie s'est traduite par une chute d'ampleur inédite de la confiance des consommateurs et des entreprises, qui ne reprend des couleurs que depuis peu. Cet effondrement initial a été la résultante d'un assèchement soudain de la demande intérieure et extérieure et a conduit à une forte contraction de l'activité économique. Le volume d'activité du commerce de détail a chuté de 15 % (en glissement annuel) au cours du premier mois de confinement. Le secteur touristique est le plus touché, avec un nombre de nuitées qui s'est effondré. De même, le transport routier est sévèrement affecté puisqu'il a enregistré un repli de 20 % (en glissement annuel) du fret intérieur sur le réseau autoroutier, et de pas moins du double pour ce qui est du fret international, mais cette dernière activité commence à repartir. Le secteur manufacturier a également été fortement touché, notamment avec l'arrêt de la production dans l'industrie automobile. En avril, la consommation électrique de jour a, quant à elle, diminué d'un cinquième par

rapport à l'année précédente. Globalement, l'OCDE estime à 13 % en taux annualisé la perte de production au premier semestre de 2020. La montée du nombre de chômeurs déclarés est encore relativement modeste, ce qui s'explique par les mesures prises par les autorités pour soutenir l'emploi. Enfin, dans un contexte de recrudescence des incertitudes, le rendement des obligations d'État a plus que doublé, poussant à 120 points de base l'écart par rapport aux obligations allemandes.

Un effort budgétaire considérable a été consenti

Les mesures budgétaires mises en place pour lutter contre la crise représentent près de 4 ½ pour cent du PIB. L'un de leurs objectifs premiers est de soutenir le revenu des salariés travaillant dans des entreprises ayant suspendu, en tout ou partie, leur activité. En outre, le gouvernement prend en charge les cotisations d'assurance retraite des entreprises continuant de tourner pendant la crise. Les chômeurs ont droit à des indemnités à compter du premier jour de chômage, et un revenu de base mensuel, égal au salaire minimum net, est garanti aux travailleurs indépendants. Le soutien aux entreprises passe également par un report de 24 mois des versements au titre de l'impôt sur les sociétés et par une procédure de règlement accéléré dans le cadre des marchés publics. Les mesures de soutien à d'autres catégories comprennent une compensation de 80 % de leur salaire en faveur des parents devant rester à la maison pour garder leurs enfants, ainsi qu'une prime spéciale accordée aux retraités. Les banques doivent reporter de 12 mois les créances exigibles des entreprises solvables touchées par la crise, et l'État a émis des garanties pour un montant atteignant 2.2 milliards EUR (4 ½ pour cent du PIB) en faveur des banques. Prenant effet au 1^{er} juin, des mesures, représentant 1 % du PIB sont actuellement déployées par le gouvernement pour stimuler l'économie, qui prévoient l'émission de chèques-vacances bénéficiant à l'ensemble de la population slovène, la prolongation des mesures d'aide aux secteurs les plus touchés et le cofinancement du travail à temps partiel. L'importance donnée aux mesures budgétaires de maintien des revenus et de soutien aux entreprises a permis, jusqu'à présent, de limiter la hausse du chômage et la multiplication des faillites.

L'activité devrait se redresser progressivement

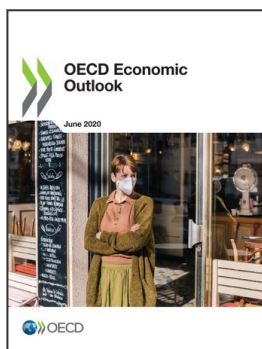
L'hypothèse retenue dans le scénario de deux chocs successifs est que le second intervient à la fin de 2020 et que son ampleur est de moitié inférieure au choc initial. En vertu de ce scénario, le rebond économique qui suit, dans un premier temps, la levée des restrictions actuelles est suivi d'une seconde contraction, aboutissant à un recul de 9.1 % de l'activité économique en 2020. Il s'en suivrait une recrudescence du chômage de longue durée et des faillites, qui briderait le potentiel de croissance de l'économie et laisserait une part importante de ressources inutilisées dans l'économie à la fin de la période considérée. Le scénario du choc unique prévoit la mise en place de mesures de confinement pendant deux mois et une levée graduelle de ces restrictions. Avec la levée du confinement, la demande non satisfaite ainsi libérée devrait aboutir à une forte hausse de la croissance économique qui se contracterait néanmoins de 7.8 % en 2020, selon les prévisions. Le phénomène est particulièrement évident pour la consommation privée de biens durables, mais également pour l'investissement des entreprises. Passé ce premier coup de pouce du côté de la demande, l'économie devrait se placer sur une trajectoire de croissance plus stable qui s'explique par une demande qui resterait en demi-teinte pendant plus longtemps dans certains secteurs, notamment le tourisme et l'industrie automobile. Enfin, après un premier choc sur le marché du travail, le chômage devrait peu à peu revenir à ses niveaux d'avant la crise.

Les principaux risques qui entachent les prévisions selon ces deux scénarios tiennent aux faillites, qui pourraient être plus nombreuses que prévu, et à l'augmentation du nombre de nouveaux demandeurs d'emploi, deux facteurs qui éroderaient la capacité de rebond de l'activité. La demande pourrait également être bridée par une nouvelle hausse des rendements obligataires. En revanche, la croissance pourrait être

plus vigoureuse si la demande extérieure rebondissait plus vite que prévu, en particulier si les chaînes d'approvisionnement internationales se rétablissaient rapidement.

Il faudra prendre des mesures supplémentaires pour soutenir les perspectives à long terme

Afin d'éviter une recrudescence du chômage de longue durée, il est important que les politiques d'activation du marché du travail s'attachent en priorité aux demandeurs d'emploi plus difficiles à insérer en les accompagnant de manière appropriée dans leur recherche d'emploi et leur montée en compétences. Il conviendrait également d'éviter une nouvelle augmentation du nombre, déjà relativement élevé, d'entreprises publiques, qui sont présentes dans tous les secteurs. Il faudrait à cet effet réduire le champ des considérations stratégiques et s'attacher à la viabilité économique des entreprises. Enfin, pour cantonner à un minimum les effets d'une seconde vague de la pandémie, une approche plus ciblée permettrait de protéger les catégories les plus vulnérables, tout en limitant les mesures de confinement pour permettre à un plus grand nombre d'entreprises de rester ouvertes, en tirant parti des leçons apprises avec la pandémie actuelle.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Slovénie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/505e7253-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.